



254

de Cembre 81



DE LA REVOLUTION DE LA PROBITÉ AU POULET-GATE

Managua, nov.- Dix huit mois après le début de la "révolution de la probité", dont la présidente Chamorro avait imprudemment annoncé l'avènement en arrivant au pouvoir, le degré de corruption dans l'Etat et les entreprises nationalisées dépasse les prévisions les plus pessimistes. Bien que le gouvernement et le contrôleur de la République aient annoncé leur disposition à couper les branches pourries, quelles qu'elles soient, il semble que les critères politiques prévalent dans les investigations.

La chronique de l'administration actuelle est marquée par toute une série de scandales (dont certains ont été déjà évoqués dans le *Bulletin*) mais jusqu'à présent aucun des responsables politiques élaboussés ne s'est vu obligé de démissionner. On a pu découvrir que 5 000 montres importées avaient été exonérées de taxes et que des camions entiers de marchandises étaient entrés dans le pays sans impôts ni contrôle sanitaire (pourtant tatillon en ce qui concerne les produits nationaux), mais il ne s'est rien passé, même si l'on soupçonne fortement le vice-ministre des Finances, Noel Vidaurre, d'avoir fait ce

cadeau à des commerçants de ses amis. Selon le sociologue Oscar Rene Vargas, c'est la rivalité entre des groupes au pouvoir qui a provoqué la révélation de cette contrebande à grande échelle.

L'entreprise nationale des aliments de base (ENABAS) a été portée au bord de la faillite par une série de transactions illicites. Le gérant a accepté des produits dont le poids et la qualité ne correspondaient pas au prix payé, de mystérieux achats ont été effectués par l'entremise d'une entreprise de Miami qui n'a jamais existé et dont le propriétaire est aujourd'hui en prison pour vol d'objets d'art, et on a découvert une transaction frauduleuse avec une fondation dont le président n'est autre que le ministre de la Réforme agraire Gustavo Tablada.

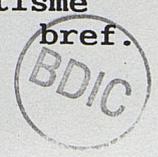
Le contrôleur de la République, Guillermo Potoy, a reçu 87 plaintes pour corruption, dont 64 font l'objet d'une enquête (entre autres 23 mairies). Il a annoncé son intention de "porter des coups durs" contre les fonctionnaires corrompus mais on peut douter de l'efficacité de son action. Tout d'abord, il ne dispose que d'un budget rachitique mais on le soupçonne en plus d'utiliser son pouvoir

comme une machine de guerre contre les partisans du ministre de la Présidence Antonio Lacayo et d'épargner ses amis politiques. Il appartient en effet au part

SOMMAIRE

- De la révolution de la probité au Poulet-Gate
- L'effondrement du système de santé
- Brigades de désarmement
- La revanche
- Une lettre des évêques
- Combat EPS/recontra
- Droits de l'homme : apprendre à se défendre
- Nous en bas, eux en haut
- Les trafiquants ont la vie belle
- Guatemala : les résistances à la démocratisation
- Guatemala : entre la division et la résistance
- Guatemala-Belize : le choix du pragmatisme
- EN

40 P 11481



social-démocrate dont le responsable est le président de l'Assemblée, Alfredo César, l'adversaire d'A. Lacayo. Il avait été accusé sous le gouvernement sandiniste d'accaparer à des fins de spéculation des produits devenus rares. Sa propre épouse a été condamnée à payer une amende de 1 000 dollars pour des factures irrégulières. Cette somme, pour des raisons inexplicables, s'est finalement réduite à 50 dollars.

CORPS A CORPS

Le premier affrontement entre le groupe d'A. César et celui d'A. Lacayo s'est produit peu de temps après l'arrivée au pouvoir de la droite. Un ami de parti d'A. César, Carlos Siles, a demandé qu'on lui restitue la *Borden Quimica*. Cette entreprise, dont il était actionnaire et gérant, avait été confisquée en 1983 car on avait découvert qu'elle était progressivement décapitalisée. Mais un tribunal a décidé de rendre la Borden aux fils d'un ancien associé, qui ne possédaient pourtant que 9 % des actions. C. Siles avait alors accusé le bras droit d'A. Lacayo, le vice-ministre de la Présidence Erwin Kruger, d'avoir pris parti contre lui. Le Procureur de la République, Duilio Baltodano, s'était fait dans cette affaire une réputation des plus douteuses : il avait alors déclaré qu'il était tenu d'exécuter la décision de la justice alors que dans d'autres cas il agissait à la place des tribunaux. D'ailleurs, peu de mois après, la Cour suprême de Justice avait déclaré inconstitutionnelles les méthodes utilisées par D. Baltodano dans la restitution de propriétés confisquées.

Cette affaire n'a pas empêché C. Siles de devenir, avec l'aide d'A. César, administrateur de l'Assemblée nationale. Mais ce poste lui vaut de nouveaux déboires. En effet, il est parallèlement conseiller juridique de la compagnie aérienne Aeronica alors que la loi interdit de recevoir deux salaires de l'Etat. Il argumente avec obstination qu'en tant qu'avocat il a le droit d'avoir n'importe quel client mais son cas est plus que douteux.

Cet échange de coups bas connaît son comble depuis que le vice-ministre des Finances, Noel Vidaurre, a accusé le vice-

ministre de la Présidence Antonio Ibarra de malversation. Selon lui, ce dernier aurait détourné l'argent d'un fonds social destiné aux secteurs les plus pauvres et aurait versé pendant des mois un salaire important à un employé fantôme. A. Ibarra, qui se trouvait au Guatemala, a aussitôt expliqué que l'origine de ces accusations résidait dans la concurrence commerciale entre des membres de sa famille et celle de N. Vidaurre pour l'importation de viande de poulet (le quotidien *El Nuevo Diario* a immédiatement parlé d'un "poulet-gate"). Il a admis que des irrégularités avaient été commises par ses services, mais il a affirmé qu'il ne les avait pas ordonnées. Dès son retour à Managua, il est reparti aussitôt à Miami avec son épouse, alors que les journalistes l'attendaient pour la conférence de presse à laquelle il les avait convoqués. Un communiqué du gouvernement a affirmé qu'il s'était absenté pour des raisons de santé.

En attendant, le ministre de la Santé Ernesto Salmeron cherche en ce moment cinq reins artificiels qui sont arrivés au Nicaragua au titre du fonds social géré par A. Ibarra. On ne sait toujours pas ce qu'ils sont devenus... Mais E. Salmeron a d'autres soucis. Les travailleurs de la santé accusent de malversation le service d'approvisionnement en matériel médical qu'il a créé à son arrivée au ministère. Selon eux, ce sont des millions de dollars destinés à l'achat de médicaments qui ont disparus. Le ministre nie les faits et accuse à son tour le gérant de la Corporation pharmaceutique, entreprise d'Etat, de laisser pourrir les médicaments dans ses entrepôts. L'ambassadeur de Suède a annoncé que son pays suspendait son aide médicale après avoir constaté qu'une donation, d'un montant de 2 millions de dollars, en médicaments urgents, se trouve stockée depuis trois mois par la Corporation pharmaceutique. Selon une source bien informée interrogée par l'ANN, E. Salmeron tente par cette campagne de contrecarrer la pression que certains groupes de l'UNO exercent sur lui à propos du service d'approvisionnement.

Les accusations mutuelles font désormais partie des instruments politiques utilisés dans les sphères gouvernementales pour éliminer les concurrents, alors que l'on

attend pour la fin de l'année un remaniement ministériel. La déjà longue série de scandales ne permet aucun doute quant à la nature du gouvernement UNO et ce n'est pas le premier résultat des enquêtes présenté à la presse par le contrôleur de la République qui peut laver son image. Alors que tout le monde attendait des informations sur les affaires qui avaient fait le plus de bruit, le contrôleur a présenté des accusations contre la direction de la fabrique de bière Victoria, dont personne n'avait parlé auparavant. Il semble que G. Potoy, soumis à des pressions contraires, ait choisi une échappatoire en s'en prenant à une entreprise dont le gérant est sandiniste.-(ANN/Barricada/La Primerisima)

L'EFFONDREMENT DU SYSTEME DE SANTE

Managua, nov.- "Aucune université n'a enseigné aux médecins qu'ils doivent entrer dans la salle d'opération avec leurs chaussures car il n'y a pas de bottes, que si le patient perd son sang ils doivent l'éponger avec ce qui leur tombe sous la main car il n'y a pas d'aspirateur. Ils n'ont jamais été préparés à marcher dans les flaques de sang et d'urine, à voir que les patients gardent deux jours les mêmes draps souillés de sang et couverts de mouches, à signer des décharges pour que les malades puissent sortir de l'hôpital le plus vite possible car ils préfèrent courir le risque de mourir chez eux. On ne leur a pas davantage enseigné ce qu'il faut faire quand l'infection progresse implacablement et qu'il n'y a pas d'antibiotiques. On ne leur a pas dit non plus que, faute de moyens, ils devraient choisir quel malade ils vont sauver". Cette lettre d'un médecin, publiée dans la revue *Gente*, répond aux accusations du ministre de la Santé selon lequel 21 patients sont morts à l'hôpital à cause de la négligence des médecins. Tout le monde reconnaît que l'attitude des médecins n'est pas toujours à la hauteur, cependant le tapage fait par le ministre Ernesto Salmeron peut

difficilement faire oublier la réalité : le système de santé touche le fond.

Les gens meurent toujours plus et on a de plus en plus de mal à savoir combien et pourquoi. On ne sait pas ce que font aujourd'hui les malades qui, avant, passaient par l'hôpital ou le dispensaire. Beaucoup de gens n'enterrent plus leurs morts au cimetière, car il faut faire une démarche qui prend du temps et payer des impôts. Il est donc difficile pour le ministère de la Santé (MINSa) d'établir des statistiques et d'exercer un contrôle. Théoriquement, le Système unique de santé (SNUS) mis en place par la Révolution est maintenu, mais on sait que 70 % de la population fait appel à la médecine privée. Le SNUS correspondait à une volonté politique de protéger l'ensemble de la population. A l'heure du néo-libéralisme, ce principe n'est plus de mise.

LE BUDGET, SOURCES DES PROBLEMES

Les causes de la détérioration sont multiples mais elles sont toutes liées à la diminution du budget du MINSa. Assigné en période d'hyper-inflation, il n'a pas été actualisé quand le gouvernement a décidé en mars une forte dévaluation de la monnaie et les salaires ont baissé. Ce sont tout d'abord les travailleurs aux revenus les plus modestes (ceux des services d'hygiène, entre autres) qui ont abandonné leur emploi. D'autres sont partis ensuite dans le cadre du plan de reconversion destiné à réduire le nombre des fonctionnaires : environ 4 000 personnes, soit un tiers du personnel, dont la majorité occupait des postes clés. Il faut ajouter à cela la responsabilité du ministre qui a "coupé des têtes" à la direction des hôpitaux et des dispensaires. Les meilleurs cadres, ceux qui ont été formés pour administrer ces centres, ont disparu.

Les médicaments sont un autre problème. Les pharmacies privées en regorgent de toutes les marques et on a même vu apparaître les visiteurs médicaux, une profession en expansion. Mais les hôpitaux et les centres de santé n'en ont presque plus et les familles des malades sont obligées d'aller les acheter. "Tout ce

qu'offre l'hôpital, aujourd'hui, c'est un diagnostic", explique une patiente.

Pour pallier les difficultés financières, les hôpitaux ont désormais un secteur privé. Le malade y paie les soins, la chambre, les médicaments et les honoraires du médecin, qui sont libres et confidentiels. Une césarienne, par exemple, coûte en moyenne 800 dollars, dont 700 vont dans la poche du chirurgien. Une partie de la facture doit être redonnée à l'hôpital pour lui permettre de maintenir ses réserves de médicaments. Mais des anomalies ont été dénoncées. Dans tel hôpital, le secteur privé ne reverse rien. Dans tel autre, le secteur public a cessé de programmer les actes chirurgicaux faute de matériel, se limitant aux opérations d'urgence, tandis que le secteur privé n'a jamais manqué de rien. Lorsque, sous la pression du personnel, on a recommencé à programmer les opérations, il a été décidé de faire payer l'équivalent de 60 dollars par intervention. L'introduction du privé, contrairement à ce qui avait été affirmé, ne semble pas soulager les problèmes de l'hôpital.

Le MINSa a perdu toute initiative en ce qui concerne la participation de la population. C'est à peine si celle-ci réagit quand il tente de la mobiliser pour les journées nationales de vaccination, les brigades de santé et les autres problèmes communautaires. Cette situation trouve son origine dans le fait que le MINSa a cessé de travailler dans la communauté et ne répond plus à ses problèmes. De plus, les mairies refusent de collaborer avec le mouvement communal, identifié au sandinisme. La communauté de son côté n'a plus la même énergie pour s'organiser et participer aux activités liées à la santé.

LES SYSTEMES INTEGRES DE SOINS MEDICAUX

L'avenir semble dépendre de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). Celle-ci a un projet, les SILAIS (Systèmes intégrés de soins médicaux), elle a l'argent et pour cela détient un pouvoir réel en matière de santé.

Les SILAIS représentent en fait une décentralisation de la santé, un Système unique de santé dont les défauts ont été

corrigés. Les auteurs du projet sont d'ailleurs ceux qui avaient conçu le SNUS et connaissent donc bien ses déficiences. Mais une question se pose: qui sera à la tête des SILAIS ? Seuls les médecins formés par le Centre de recherche et d'études de la santé (CIES) sont préparés pour exercer cette charge mais ce sont des sandinistes, les mêmes qui étaient responsables de la santé pendant la Révolution. Les autorités vont-elles les choisir ou préféreront-elles former rapidement d'autres personnes ? En tout cas, sans une direction efficace et sans la participation de la population, les SILAIS ne résoudreont pas le problème. - (ANN/Gente)

BRIGADES DE DESARMEMENT

Managua, nov.- Quand l'officier a crié "Brigadistes!", ils ont répondu "Pour la paix, pour le travail, pour la réconciliation, pour le désarmement!". On inaugurerait ce jour-là, le 12 novembre, le stage d'entraînement de 280 recontras, recompas, policiers et militaires qui forment les nouvelles Brigades de désarmement. Ce mélange normalement explosif n'a pas l'air de mal réussir mais l'efficacité des brigades, qui seront prêtes à opérer à la fin de l'année, reste encore à prouver.

LES BRIGADES VUES DE L'INTERIEUR

"Ces brigades sont un hybride idéologique", explique un reportage de *Barricada*. En effet, elles sont composées de recontras et de recompas, qui, il y a une semaine, se tiraient dessus. Ils fument, mangent, s'entraînent ensemble et dorment dans le même local. Le commandement est également combiné, mais l'armée y exerce l'hégémonie. L'intégration du groupe a été un processus difficile. Au début, recontras et recompas ne se mélangeaient pas. Les recontras voulaient cacher leurs armes, par "mesure de sécurité", et il a fallu leur expliquer que ce n'était pas nécessaire. La méfiance et la tension étaient à leur comble, la vie commune marquée d'incidents. "Nous avons fait des

centaines de réunion et tout a été négocié", explique un officier de l'armée. Par exemple, les taies d'oreillers portaient l'insigne EPS et les contras n'acceptaient pas ce détail.

Les premiers qui ont tenté un rapprochement ont été aussitôt qualifiés de vendus par leurs compagnons. Mais aujourd'hui, selon le journaliste de *Barricada*, le groupe fonctionne normalement. "Il est impossible de les distinguer. Ils ont le même visage de paysan, les mêmes mains marquées par le travail. Des hommes égaux, finalement, séparés par la guerre mais qui cherchent le chemin de la paix".

UN CONTENU PLUS POLITIQUE QUE MILITAIRE

Selon leur chef, le lieutenant Ramon Soza, les brigades ne poursuivront pas dans la montagne les recontras et les recompas pour les désarmer, pas plus qu'elles ne réaliseront d'actions militaires. Elles n'agiront que lorsqu'elles auront créé les conditions politiques grâce à une intense campagne de persuasion qui sera assumée par la Commission de sécurité et la Commission de désarmement, créées il y a plusieurs mois. "Le succès sera de ne jamais tirer". Le travail se réalisera par étape : recherche d'information sur des cachettes d'armes, vérification, conception d'un plan d'intervention et travail politique des deux Commissions. Ce n'est qu'ensuite que les brigades entreront en action et pourront perquisitionner mais avec l'ordre de ne tirer que si c'est absolument nécessaire. Leur entraînement actuel a cependant pour but de les préparer physiquement et psychologiquement à intervenir face à des "groupes récalcitrants". Il est vrai que les recrues reçoivent aussi des conférences de la Cour suprême de justice, de la police, de l'armée et de la "Résistance" afin de leur faire prendre conscience de leur mission.

Pour l'instant, l'opinion publique reste dans l'expectative. Il y a déjà eu plusieurs tentatives de désarmement, qui se sont révélées être surtout des opérations publicitaires. Par ailleurs, on sait que les recontras sont approvisionnés par avion depuis le Honduras et reçoivent des armes

neuves qui ne semblent pas provenir des stocks qui ont été cachés avant leur désarmement il y a un peu plus d'un an. - (ANN/*Barricada*)

LA REVANCHE

Managua, 28 nov. Plus que les dégâts matériels liés aux manifestations qui ont suivi la profanation du mausolée de Carlos Fonseca le 9 novembre dernier, c'est la "passivité" de la police et de l'armée que la droite ne digère pas. Le ministre de l'Intérieur Carlos Hurtado a nommé une commission chargée d'enquêter sur le comportement des officiers sandinistes de police durant les événements.

Le chef de la police Rene Vivas a protesté contre ce procès politique auquel on veut soumettre les officiers de police. Ceux-ci ont refusé de comparaître devant cette commission et il faut s'attendre à une réaction de la droite face à cette rébellion de fait contre un ordre ministériel. C. Hurtado a constitué d'autre part une "liste noire" des personnes supposées avoir participé aux actions du 9 novembre. Selon le quotidien *El Nuevo Diario*, certains de ces noms ont été livrés par un ancien garde somoziste de l'entourage de Virgilio Godoy.

Sur cette liste figure entre autres le nom de notre collègue Pablo Emilio Barreto, journaliste de *Barricada* spécialisé dans les reportages sur les problèmes sociaux et urbains des habitants de Managua, articles dans lesquels le maire somoziste Arnoldo Aleman n'a pas souvent le beau rôle. Aujourd'hui, le ministre de l'Intérieur non seulement l'accuse d'avoir participé au saccage de la mairie mais exige de lui qu'il révèle les noms d'autres protagonistes. P.E. Barreto peut facilement prouver qu'il n'a pas participé aux actes dont on l'accuse. Au cours d'une entrevue avec l'ANN, il a expliqué que ces accusations font partie d'une tentative des forces de droite pour bloquer l'information qui les dérange. Il a dénoncé les manoeuvres du ministère de l'Intérieur visant à utiliser les journalistes comme

dénonciateurs et a déclaré qu'il rendait C. Hurtado, A. Aleman et les conseillers municipaux de l'UNO responsables de tout acte qui porterait atteinte à sa personne. - (ANN)

COMBAT EPS/RECONTRA

Managua 24 nov.- Des troupes de l'Armée populaire sandiniste (EPS) ont combattu le groupe recontra aux ordres de "El Indomable" qui pendant plusieurs jours a semé la violence dans la zone de Yali (département de Jinotega, Région VI).

El Indomable fait partie des chefs qui ont refusé de signer l'accord de désarmement que le ministère de l'Intérieur a souscrit avec l'état major des Forces démocratiques de salut national. Il est à la tête d'un groupe d'au moins cent hommes qui affirment continuer la guerre parce que le gouvernement n'a pas respecté ses promesses. Cependant, ces hommes agissent souvent comme de simples délinquants. La semaine passée, ils ont semé la terreur pendant plusieurs jours dans le secteur de Yali, brûlant une trentaine de camions, des tracteurs, des pelles mécaniques et des bulldozers appartenant à différentes municipalités. Ils ont également enlevé plusieurs personnes, libérées par la suite. Le fait nouveau est constitué par l'entrée en action de l'armée, qui pour la première fois s'est lancée à la recherche d'El Indomable et de ses hommes et les a combattus le 22 novembre. Le lieutenant colonel Ricardo Wheelock a justifié cette intervention par le fait qu'El Indomable est un délinquant et que ses agissements ne sont pas politiques. Le groupe de recontras a fui vers le nord.-(ANN)

UNE LETTRE DES EVEQUES

Managua, 28 nov.- La Conférence épiscopale a publié le 23 novembre une nouvelle lettre des évêques qui a

provoqué quelques remous pour les positions politiques qui y sont défendues.

Elle comporte une analyse politique et sociale de la situation actuelle, assortie d'une dénonciation de la misère de certains secteurs et de l'appauvrissement des Nicaraguayens. Le gouvernement actuel y est accusé de corruption et remis en cause pour n'avoir pas su instaurer un Etat de droit, en partie à cause du fait qu'il n'a pas "un bras exécuteur pour défendre ses décisions et faire respecter les lois". C'est pour cela qu'il semble "incapable de faire justice et de se faire respecter". Quant à la démocratie, elle ne peut exister si "les fruits du dialogue ouvert sont annulés par des arrangements privés ou des accords secrets". C'est pour cela qu'il "est indispensable que l'autorité soit exercée par ceux qui ont été élus et que les promesses soient respectées". La lettre propose entre autres de réduire le budget de l'armée en faveur des investissements productifs, des programmes sociaux, de la santé et de l'éducation. Sur le problème de la propriété, elle condamne les occupations de terre mais aussi "l'usurpation comme moyen d'acquérir une propriété, même sous la protection de lois très douteuses" (allusion aux décrets du gouvernement sandiniste garantissant la propriété des biens distribués par la Révolution). Les évêques regrettent "la perte de l'esprit d'entreprise", qui a été remplacé par un "Etat qui assiste" et "satisfait gratuitement les besoins du peuple".

Même si la lettre comporte des éléments plus positifs, comme l'appel au respect de la doctrine sociale de l'Eglise et à une meilleure répartition du poids des mesures économiques, cette prise de position a été immédiatement interprétée comme un soutien politique au président de l'Assemblée nationale, Alfredo César, et aux partis de l'UNO qui s'opposent à Antonio Lacayo et à l'exécutif, ce dernier étant rappelé à l'ordre pour ses positions trop souples vis-à-vis des sandinistes. L'allusion au besoin d'un "bras exécuteur" qui permettrait au gouvernement de se faire respecter a été jugée comme un appel à une position plus répressive. - (ANN)

DROITS DE L'HOMME : APPRENDRE A SE DEFENDRE

Managua, 8 oct.- A Nueva Guinea, dans le sud-est du pays, une commission des droits de l'homme créée à l'initiative de la paroisse catholique travaille depuis plusieurs mois avec le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (CENIDH). Une de ses promotrices, Eliane Loiseau, a expliqué à l'ANN l'action de la Commission Justice et Paix.

ANN: Comment est née la commission des droits de l'homme dans votre région?

EL: Elle est un prolongement de la commission de paix, créée pendant la guerre afin d'engager le dialogue avec la contra. Ces commissions de paix, qui existaient dans toutes les régions à l'initiative du gouvernement, étaient composées de représentants des différents secteurs sociaux et religieux. Leur objectif était limité et ne comportait aucune action de dénonciation des atteintes aux droits de l'homme ni de prévention. La paroisse de Nueva Guinea a voulu élargir cette action; notre but était que dans chaque communauté de la région, deux ou trois personnes se forment et puissent agir en tant que représentantes de la commission. Nous avons organisé une première réunion en mai dernier, à laquelle ont participé une cinquantaine de personnes qui représentaient environ la moitié des communautés. Ce premier atelier était destiné à recenser toutes les atteintes aux droits de l'homme perpétrées dans la région, pendant la guerre et depuis.

ANN: Comment votre initiative s'est elle articulée au projet du CENIDH ?

EL: Les participants à cette première réunion ont manifesté le désir de se former mais de notre côté nous ne maîtrisons pas vraiment l'ensemble des données théoriques, en particulier dans le domaine juridique. Peu auparavant, le CENIDH avait lancé ses ateliers de formation auprès du mouvement

communal, des syndicats, du mouvement des femmes, etc. Nous avons donc fait appel à lui et l'équipe de Managua s'est déplacée ici pour organiser trois ateliers successifs sur l'histoire des droits de l'homme, la question juridique et la méthodologie. Ces deux derniers ateliers portaient sur la connaissance et l'utilisation de la Constitution et du Code pénal, sur les méthodes d'enquête et d'autres aspects pratiques du travail. Une fois cette formation de base accomplie, le CENIDH nous a proposé des ateliers plus spécifiques selon les besoins exprimés par les groupes locaux (droit du travail, droits des femmes, etc). L'autre aspect de notre collaboration avec le CENIDH consiste à lui faire parvenir les cas que nous ne pouvons régler au niveau local ou régional.

ANN: Quelle audience avez-vous rencontrée jusque-là ?

EL: Nous avons été très bien accueillis par les organisations de masse comme l'Union nationale des agriculteurs (UNAG), le mouvement des femmes AMNLAE, le syndicat des enseignants ANDEN ainsi que par le FSLN, qui étaient toujours invités à nos réunions. Le syndicat ANDEN nous a demandé une formation spécifique pour les enseignants. Nous avons cherché à élargir toujours plus la participation. Par exemple, après avoir constaté que les policiers de base n'avaient aucune formation juridique, nous les avons invités et il y a eu une réaction très favorable de la part des autorités policières de Nueva Guinea. Ce dernier élément est important car la moitié des problèmes qui nous sont soumis sont des cas de détentions arbitraires ou de corruption.

ANN: J'imagine à ce propos que vous n'avez pas que des amis dans la région...

EL: Le fait que nous dénoncions des cas de corruption de juges, d'avocats ou de policiers nous vaut en effet des inimitiés. Par contre, si les relations avec les démobilisés de la contra étaient tendues au début, ils participent aujourd'hui activement à notre action car ils ont vu que nous défendions également leur droit à la terre.

ANN: Dans quels domaines êtes-vous principalement intervenus jusque-là ?

EL: Nous sommes intervenus souvent sur dénonciation de cas de corruption : corruption de juges qui, par exemple, se font payer pour sortir des gens de prison; corruption d'avocats qui profitent de l'ignorance des paysans en la matière pour demander des sommes énormes et injustifiées; corruption de policiers qui ont, eux, l'excuse de recevoir un salaire misérable qui ne leur permet pas de vivre. Le problème de la terre et du logement occupe également une bonne place dans nos interventions. Notre région a été désignée comme "pôle de développement" pour les démobilisés de la contra à la fin de la guerre et le ministre de la Réforme agraire a attribué sans discernement un vaste territoire qui comportait des terres cultivées et d'autres en friche. Il y a donc eu de nombreux conflits autour de terres occupées qui ont été envahies par des contras démobilisés. Depuis le mois de mai, nous sommes intervenus une trentaine de fois pour des problèmes de cet ordre, qui ont été réglés.

ANN: Quelle est votre méthode lorsqu'une dénonciation vous parvient ?

EL: Nous essayons d'abord de recueillir le maximum de témoignages. Ensuite nous rédigeons une plainte et nous la présentons à l'interlocuteur approprié qui peut être un particulier, un avocat, une institution comme la police ou un ministère, etc. Notre commission est reconnue comme interlocuteur par l'ensemble des autorités. Dans la mesure du possible, nous faisons participer le plaignant à la démarche pour que les gens prennent l'habitude de se défendre et se transforment eux-mêmes en promoteurs des droits de l'homme dans leur communauté.

ANN: Dans quelle direction pensez-vous développer votre action ?

EL: Nous souhaitons dépasser le niveau actuel des interventions sur dénonciation et former les gens à la défense de leurs droits élémentaires, les droits à la santé, à l'éducation, au logement contenus dans la Constitution. Par exemple, 11 postes de

santé sur 24 ont été fermés dans la région à la suite du plan de reconversion proposé aux fonctionnaires. Nous avons encouragé les paysans qui se retrouvent privés d'accès aux soins à envoyer une protestation collective aux autorités et nous avons lancé une campagne sur ce thème. Nous projetons également une campagne sur les droits des femmes en 92, car après avoir lancé les premiers ateliers sur la question des femmes battues, nous avons reçu beaucoup de plaintes et de réactions positives des femmes de la région. - (ANN)

NOUS EN BAS, EUX EN HAUT

Managua, 1er nov.- L'Institut nicaraguayen pour la démocratie (IPADE) a tenté une approche de la culture politique des secteurs populaires à travers une enquête menée auprès de 60 personnes appartenant au secteur informel. La revue L'avispa, co-éditée par l'IPADE et le Centre pour la recherche, la promotion et le développement rural et social (CIPRESS), a publié une analyse de cette enquête, tout en précisant que ces observations "ne sont pas susceptibles de généralisation statistique".

Les auteurs, Lorenzo Romeo et Roberto Sosa, soulignent que le choix du secteur informel comme terrain d'investigation se justifie par son importance économique mais également par le rôle décisif qu'il a joué dans le mouvement insurrectionnel. Le Marché oriental (Managua), qui regroupe plus de 20 000 commerçants, est le plus grand point de concentration de ce secteur. Là, il n'y a pas de séparation entre le travail et la vie familiale. "Surtout pour les femmes, l'Oriental est quelque chose comme la terre pour les paysans". Le marché comme lieu de travail et de vie se caractérise par un réseau dense de relations économiques et humaines où l'on constate une forte identification au groupe. Ce secteur n'a pas de patron direct et ne connaît pas le sentiment

d'impuissance qu'on peut avoir face à un employeur: "Nous sommes le peuple et nous ne sommes pas des animaux que le maître achète et qui doivent le servir", explique un des commerçants interrogés. L'Etat entre aussi dans la catégorie des patrons incapables de garantir un emploi ou des services sociaux. Par ailleurs, pour les commerçants qui ne sont pas "nés au marché", ce dernier représente le lieu où l'on va pouvoir résoudre ses problèmes: on peut y emprunter de l'argent, s'y faire soigner et amener les enfants avec soi au travail.

VIE QUOTIDIENNE SANS POLITIQUE

"La culture politique des secteurs populaires se construit dans une relation contradictoire entre résistance, subordination et antagonisme face à la culture des classes dominantes", écrivent les chercheurs. La différence la plus notable entre les sympathisants de l'UNO et ceux du FSLN réside dans leur conception de la politique et de la vie quotidienne.

Pour les premiers, il s'agit de deux domaines antagoniques. Ils n'ont généralement pas confiance dans la politique ni dans les politiciens, encore moins dans les gens du peuple "qui se mêlent de politique", auxquels ils ne prêtent que des objectifs égoïstes. Car le peuple "vit de son travail et non de l'existence d'un gouvernement déterminé". Bien que les sympathisants de l'UNO reconnaissent la nécessité de présenter des exigences au gouvernement - sinon "ces gens ne se rendent pas compte qu'il y a des pauvres" - ils ne relient pas ces demandes à l'exercice de la démocratie. Dans leur conception de la démocratie, la politique ne doit pas pénétrer dans la vie quotidienne car ils la sentent comme une charge pesante dans leurs relations interhumaines.

Leurs normes de conduite et leur conception de la vie sont déterminées en premier lieu par les facteurs famille/travail/territoire et ils n'ont pas clairement conscience d'appartenir à une classe sociale. Au sein de la famille, c'est la mère qui a le plus d'influence et, dans la plupart des cas, les soins aux enfants sont sa raison de vivre. Dans la vie

quotidienne des sympathisants de l'UNO, ce sont les événements familiaux (naissance, mort, séparation) qui font date ainsi que les événements religieux. Les tentatives de dépolitisation menées par le gouvernement et qui passent par la séparation du social et du politique correspondent aux positions des sympathisants de l'UNO en ce qui concerne la liberté d'expression et la démocratie. Ces derniers considèrent que les médias jouissent de la liberté d'opinion et qu'eux-mêmes peuvent s'exprimer dans leur vie quotidienne sans avoir de conflit politique avec leurs voisins: ce sont là les éléments de la démocratie que, selon eux, le gouvernement actuel respecte davantage que le précédent. Cependant, à l'exception des commerçants plus riches, la majorité envisage son avenir économique avec pessimisme. En ce qui concerne la politique gouvernementale, sa soi-disant faiblesse à l'égard des sandinistes est vue comme un facteur négatif et ils attribuent en général les problèmes du pays au "co-gouvernement". Les anti-sandinistes les plus radicaux mettent tous leurs espoirs dans Virginia Gaude, le vice-président, dont la conduite "énergique" correspond davantage à leur vision du Nicaraguayen-type. "Virginia viderait tous les sandinistes".

AVOIR APPRIS A SE DEFENDRE

Les sympathisants du FSLN n'ont pas davantage confiance dans "la politique traditionnelle" et ses acteurs. Cependant, la révolution leur a permis de se réapproprier le politique qui a pénétré leur vie quotidienne quand ils ont appris à s'organiser et à connaître leurs droits. "Les sandinistes m'ont fait valoir comme être social. Ce que le Front nous a donné de plus beau, c'est de nous avoir appris à nous défendre dans tous les domaines et même contre les maris", dit une commerçante. Des expériences personnelles, comme la mort d'un parent dans la lutte contre Somoza ou au cours de la guerre, ont servi de catalyseur à leur engagement. Ces sacrifices, dont le plus grand pour les mères est "d'avoir donné un fils à la révolution", sont les points d'ancrage d'un engagement politique qui

a permis d'accepter même les pires difficultés.

Dans le cas des sandinistes, l'isolement dû à la nature du travail n'est pas seulement compensé, comme c'est le cas pour les sympathisants de l'UNO, par des relations solidaires. Des relations collectives conscientes se sont développées et s'expriment par l'organisation politique et professionnelle. "Ils (les sandinistes) ne nous ont pas mal payés pour ces dix années de révolution. Nous savons bien maintenant comment nous allons nous défendre". Alors que les sympathisants de l'UNO ressentent comme répressive la pénétration de la politique dans leur vie, pour les sympathisants sandinistes c'est le manque de communication avec le gouvernement qui est répressif. Non seulement ils veulent pouvoir donner leur opinion mais encore ils demandent que le gouvernement leur réponde. Justice sociale et démocratie sont pour eux deux facteurs inséparables et les problèmes économiques sont le signe d'une démocratie déficiente.

POINTS DE CONSENSUS POUR UNE NOUVELLE STRATEGIE

La majorité des personnes interrogées sont d'accord pour dire que la "logique économique" constitue l'axe de la politique du pouvoir actuel alors qu'avec le gouvernement sandiniste la priorité était l'organisation du peuple. Un commerçant, qui n'a pas de position politique définie, explique: "A cette époque, les sandinistes ont tenté de remettre de l'ordre et ça c'est une répression; mais ils ont essayé de nous organiser pour que nous ayons des droits, ils ont voulu défendre les intérêts du peuple. Maintenant, tout ce que je vois dans le gouvernement, ce sont des gens qui ne cherchent qu'à gagner de l'argent". La majorité se montre très préoccupée par "l'unité", "la fraternité" et "la réconciliation". Pour les sandinistes, réconciliation signifie paix, démocratie et justice sociale tandis que pour les sympathisants de l'UNO c'est tout d'abord une amélioration de leurs relations sociales.

Le gouvernement Chamorro, qui ne peut s'appuyer sur un mouvement ou un parti pour asseoir son pouvoir, pourrait voir son

projet politique couronné de succès s'il parvient à approfondir la séparation du social ("vie quotidienne, travail") et du politique ("exercice de la démocratie). Mais on voit se dessiner chez les travailleurs du secteur informel des points de convergence. De plus, la culture politique des sympathisants de l'UNO montre des signes de "modernisation": bien qu'ils n'aient pas une opinion positive de l'action politique, ils savent ce qu'un gouvernement ne doit pas être, à savoir répressif, autoritaire et sourd aux demandes du peuple. Toutes les personnes interrogées estiment que la politique du gouvernement répond aux intérêts des grands. Cet élément, ajouté à la lutte actuelle contre les impôts trop élevés, pourrait être le point de départ d'une nouvelle stratégie du FSLN à l'égard du secteur informel urbain. Le fait que les sympathisants de l'UNO et les sympathisants sandinistes se retrouvent au sein de la même organisation de petits commerçants prouve qu'il est possible de mener des actions communes susceptibles de déboucher sur un mouvement social de résistance au gouvernement. -(ANN)

LES TRAFIQUANTS ONT LA VIE BELLE

Managua, 28 nov. Alors que la drogue menace d'inonder le Nicaragua, les portes des prisons s'ouvrent largement pour libérer les trafiquants détenus, ainsi que l'a expliqué le chef de la Police René Vivas au cours d'une conférence de presse.

R. Vivas a donné l'exemple d'un mexicain arrêté la première fois en mars 91 alors qu'il transportait 33 kilos de cocaïne. Simulant la maladie, ce trafiquant est parvenu à sortir de prison en novembre et vient d'être repris. Certains avocats touchent de fortes sommes provenant du narcotrafic pour faire libérer ce type d'inculpés. Le co-pilote d'un avion qui avait du faire un atterrissage d'urgence près de Chinandega l'année dernière alors qu'il transportait 300 kilos de cocaïne a obtenu sa libération et a pu sortir tranquillement du pays. Sur la Côte

atlantique, tous les narco-trafiquants arrêtés au cours d'opérations de police sont déjà relâchés. Le Commandant Vivas a signalé également qu'aujourd'hui d'importantes sommes d'argent liées au trafic sont lavées au Nicaragua.- (ANN)

GUATEMALA : LES RESISTANCES A LA DEMOCRATISATION

Managua, 27 novembre. Le Commandant de la guérilla guatémaltèque Pablo Monsanto a fait dans le quotidien Barricada le point sur l'état des négociations avec le gouvernement. Après 30 ans d'une guerre qui a fait plus de 100 000 morts et a causé l'exil ou le déplacement d'un demi-million de personnes, la rencontre d'une solution négociée représente aujourd'hui l'objectif numéro un pour l'Union Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque. Mais le gouvernement recule au moment de s'engager sur des mesures concrètes.

Selon P. Monsanto, l'une des principales victoires remportées jusque-là dans le processus de négociation réside dans la reconnaissance des objectifs de la guérilla. Mais le dialogue reste bloqué depuis cinq mois sur la question des droits de l'homme, le premier des onze points à l'ordre du jour. Si le gouvernement assouplit ses positions au cours de la réunion de fin novembre, il serait possible de parvenir à un accord avant la fin de l'année.

Le Commandant de l'URNG estime que la situation salvadorienne pourrait avoir une influence à la fois positive et négative sur le cours de la négociation guatémaltèque : la guerre dans ce pays frontalier est en passe de se terminer et si le peuple salvadorien en sort gagnant, cela influera politiquement sur le peuple guatémaltèque. Mais en même temps, les changements qui se préparent au Salvador réveillent les résistances des différents secteurs du pouvoir dans la société guatémaltèque. "Nous savons que

certains accords politiques et économiques auxquels sont parvenus les salvadoriens effraient l'oligarchie guatémaltèque et l'armée". Pour P. Monsanto, instaurer la démocratie au Guatemala signifie priver l'armée de toutes ses activités et fonctions sociales, économiques et politiques. "Il faut en faire un simple instrument du pouvoir destiné à garantir la souveraineté nationale".

Interrogé sur l'avenir des mouvements révolutionnaires en Amérique latine, P. Monsanto répond : "Nous croyons que le socialisme comme doctrine et comme science n'est pas dépassé. Il existe ici des forces qui tireront les leçons des mauvaises expériences et devront définir une nouvelle perspective".- (ANN).

GUATEMALA : ENTRE LA DIVISION ET LA RESISTANCE

Managua, oct.- "Avant l'arrivée de l'armée et des patrouilles, mon mari et moi nous avions les mêmes idées. Maintenant, il ne pense plus comme moi et on se dispute. Il me demande toujours avec qui je discute et ce que me disent les gens. Il est toujours déprimé. Les enfants ont peur de lui car il les frappe. Ma mère m'a raconté que c'est lui qui a dénoncé notre voisin parce qu'il refusait de s'enrôler dans les patrouilles. On a retrouvé son cadavre avec les mains coupées". Ce témoignage montre comment le système des Patrouilles d'autodéfense civile (PAC), mis en place en 1981 dans tout le plateau guatémaltèque, est parvenu à créer des divisions dans la population et même au sein des familles.

"L'armée a réussi à faire qu'on n'a même pas confiance dans ses voisins parce qu'il y a des "oreilles" (informateurs de l'armée), explique un habitant de Nebaj (Quiché). Les patrouilles sont capables d'accuser n'importe qui d'être collaborateur de la guérilla". Les PAC, qui représentent une source de main d'oeuvre et des troupes auxiliaires gratuites, ont aussi pour fonction de dissoudre l'autorité

et la vie communautaire pour les remplacer par un système de domination hiérarchique et militarisé.

Les premières ont été créées en 1981 sous le général Romeo Lucas Garcia, mais c'est sous la dictature de Rios Montt (1982-1983) qu'elles ont été étendues et portées de 25 à 700 mille membres, devenant la pièce maîtresse du plan anti-insurrection. Le président Vinicio Cerezo (1986-1991) avait promis en arrivant au pouvoir que leur existence ferait l'objet d'un référendum mais celui-ci n'a jamais eu lieu. Fin 87, le ministre de la défense avait d'ailleurs affirmé: "Je veux préciser qu'il n'a jamais été question de dissoudre les PAC. Au contraire, nous sommes en train de les renforcer dans tout le pays".

Officiellement, les PAC recrutent des hommes entre 18 et 60 ans. Cependant, de nombreux rapports font état de l'enrôlement forcé d'enfants de 12 ans et de vieillards de plus de 70 ans. Dans certains endroits, on oblige également les femmes à s'intégrer. Mais les employés municipaux, les professeurs, les curés et les personnes qui travaillent à des projets de développement sont dispensés: ce sont majoritairement des métis. Généralement, les membres des patrouilles sont mobilisés 24 heures d'affilée pendant lesquelles ils doivent surveiller le village et ses environs, contrôler les entrées et les sorties qui sont consignées dans un rapport. Leur tour revient dans un délai de 5 à 30 jours. Mais quand elles participent aux ratissages de l'armée, elles peuvent être absentes plusieurs semaines. Ces activités gênent considérablement les travaux agricoles d'auto-subsistance des communautés et limitent le temps de travail sur les plantations pendant la récolte, le seul qui permet quelque rentrée d'argent.

Les PAC détruisent également la vie communautaire en organisant des cérémonies militaires, surtout durant les fêtes traditionnelles. Les indigènes y sont obligés de saluer le drapeau et de chanter l'hymne des PAC en espagnol. Cela s'appelle, en langage militaire, "l'intégration à l'identité nationale". De plus, les patrouilles incessantes restreignent les cérémonies des prêtres et prêtresses mayas à l'extérieur des villages.

Dans de nombreux cas, les militaires chargés de désigner les commandants des PAC dans les villages en profitent pour renforcer les groupes qui leur sont alliés, choisissant de préférence les membres des sectes fondamentalistes, les militants d'extrême-droite, les métis ou les anciens soldats. Il leur arrive cependant de nommer des leaders reconnus, par exemple les catéchistes, pour mieux les contrôler. Ils provoquent ainsi chez eux des problèmes de conscience dont ils ne peuvent sortir que par la fuite. Ils savent en effet qu'on va les obliger à collaborer avec l'armée, contrôler les patrouilles et, surveillés par les "oreilles", punir ceux qui refusent de s'engager sous peine d'être eux-mêmes exécutés s'ils n'obéissent pas. Les catéchistes ne sont pas les seuls à refuser de s'intégrer. Ils sont des milliers à résister au système.

Un chef de patrouille a le droit de vie et de mort sur les habitants du village et jouit de l'impunité la plus complète. Les nombreux abus commis (règlements de compte, viols, racket, appropriation de terres) conduisent souvent à penser que les patrouilles ont échappé au contrôle des militaires. C'est pourquoi l'observateur spécial de l'ONU, Christian Tomuschat, et le Procureur des droits de l'homme, Ramiro de Leon, ne demandent pas leur abolition mais une réglementation plus stricte et la garantie que l'enrôlement soit volontaire. Leur position ne prend pas en compte le rôle des PAC dans la stratégie anti-insurrectionnelle des militaires, qui la décrivent eux-mêmes comme "la réorganisation de l'ordre socio-économique et politique des communautés indigènes" (Manuel de l'armée, 1984). - (ANN/CERIGUA)

GUATEMALA-BELIZE: LE CHOIX DU PRAGMATISME

Juan Gaudenzi

Managua, nov.- N'ayant ni le pouvoir ni les moyens de changer la réalité de son pays, le président guatémaltèque Jorge

Serrano semble décidé à l'assumer et à l'institutionnaliser telle qu'elle est. Selon la logique de son gouvernement, si en trente ans les corps armés n'ont pu venir à bout de la guérilla, il est temps de parvenir à un accord de paix. Si en trois siècles, ni l'Espagne ni le Guatemala n'ont su imposer leurs prétentions territoriales sur la côte caraïbe, il vaut mieux reconnaître une fois pour toute le caractère indépendant et souverain du Belize.

"Il est évident que le président Serrano veut en finir avec le plus grand nombre possible de conflits", commente un diplomate européen. Mais le plus curieux est sans doute que la principale opposition à cette politique gouvernementale vient non pas de la contrepartie, la guérilla ou le Belize par exemple, mais de groupes qui agissent au sein du front interne. Il s'agit de secteurs qui ne partagent pas les idées de J. Serrano mais qui n'ont pas de solutions viables à proposer pour résoudre les problèmes nationaux à court ou moyen terme. Le ministre des Relations extérieures Alvaro Arzu, qui vient de démissionner, était à la tête d'un de ces groupes et a fait tout son possible pour résister au pragmatisme avec lequel le président a fait face à la question du Belize. Mais il a perdu.

DEUX MINISTRES DES RELATIONS EXTERIEURES

Parmi l'héritage laissé par Vinicio Cerezo à son successeur figurait le brouillon d'un accord avec l'administration bélizéenne de George Price auquel les deux pays avaient commencé à travailler, sous la houlette de l'Angleterre, depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre le Guatemala et le Royaume Uni en 1986. Dans un premier temps, J. Serrano avait décidé de le mettre au tiroir, en attendant que les conversations avec l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) aient porté leurs fruits, ce qu'il prévoyait pour le mois de juin. "Je m'occuperai de l'affaire du Belize quand nous aurons signé un accord de paix avec l'URNG. Il faut être réaliste, nous sommes le seul pays à ne pas avoir reconnu le Belize" avait-il déclaré.

De son côté, A. Arzu rejetait tout ce qui avait déjà été convenu avec les Béliziens et les Britanniques sous le gouvernement antérieur et souhaitait recommencer toute la négociation en partant des droits de la couronne espagnole sur le Belize.

Quand le président a pris conscience, au mois de juillet, que les négociations avec la guérilla étaient plus lentes et plus compliquées qu'il ne le pensait, il a changé d'avis. Cette attitude a réveillé A. Arzu de l'immobilisme qui caractérisait sa gestion jusqu'alors, non pour appliquer les directives du président mais pour les contrecarrer. Le Guatemala est alors devenu le seul pays du monde à avoir deux ministères des Relations extérieures, l'un dirigé par le président de la République, l'autre par le ministre en poste qui, soutenu par un groupe d'anciens diplomates et de fonctionnaires, a fait sienne la traditionnelle devise "Le Belize est à nous". L'activité de ce groupe n'avait pas eu d'expression publique jusqu'à ce que J. Serrano décide de se rendre au Belize pour assister aux fêtes de l'Indépendance.

Il est parvenu à empêcher ce voyage, mais à un moment où tout était joué. L'équipe du président avait travaillé vite et efficacement, avec le soutien enthousiaste de Belmopan et de Londres. Les événements se sont succédés à une vitesse vertigineuse, au milieu de l'indifférence de l'opinion publique, davantage préoccupée par la pire des sécheresses qui ait affecté le pays depuis dix ans et ses conséquences sur la production d'électricité. Le 14 août, le Guatemala reconnaissait le droit à l'autodétermination du peuple bélizéen. Le 24, le gouvernement de George Price présentait à l'Assemblée un projet de loi visant à concéder au Guatemala un accès à l'Atlantique et des facilités pour l'exploitation conjointe de la plate-forme océanique. Le 5 septembre, le gouvernement guatémaltèque reconnaissait le Belize comme Etat indépendant. Le 11, les deux pays établissaient des relations diplomatiques. Ne restait plus qu'à aborder la question de la contribution matérielle de l'Angleterre à ces efforts politico-diplomatiques: le gouvernement de John Major a accepté de

donner 20 millions de livres sterling destinés à construire ou améliorer le réseau routier reliant les deux pays.

Les déclarations et les articles de presse condamnant la participation de J. Serrano aux fêtes de l'Indépendance à Balmopan avait obligé le chef de l'Etat à répéter que l'établissement de relations diplomatiques ne signifiait pas que le Guatemala renonçait à ses droits sur le territoire du Belize, problème qui devrait "être résolu conformément au droit international". Des sources gouvernementales assurent que le président lui-même avait demandé la démission d'A. Arzu, pour éviter que celui-ci n'utilise le Congrès comme une tribune et n'intensifie ses critiques contre la stratégie présidentielle. Certains analystes estiment également que le Congrès était décidé à un vote de censure contre le ministre qui aurait affecté le gouvernement dans son ensemble et plus particulièrement le chef de l'Etat. La ligne pragmatique du président Serrano a donc connu une victoire complète après avoir levé le principal obstacle à un accord définitif avec le Belize. Cet accord pourra intervenir après la réalisation d'un référendum par lequel on demandera aux électeurs s'ils acceptent de soumettre le litige à un arbitre international, Carlos Andres Perez. Le président vénézuélien, selon des sources parlementaires et politiques, devrait rendre une sentence favorable au Belize. -(ANN/El Dia Latinoamericano)

EN BREF

CHOLERA: Pas de nouveaux cas confirmés pour le moment, mais il est sûr qu'il y a des porteurs sains dans la population. Dans le quartier où est apparu le premier cas, l'armée a établi un cordon sanitaire.

LA DELATION COMME METHODE. Le ministre de l'intérieur a appelé la population à dénoncer les auteurs des troubles qui ont secoué le pays le 9 novembre après l'attentat au mausolée de Carlos Fonseca. Le communiqué du ministre a été précédé de la projection des images de télévision prises pendant les incidents, afin que les gens puissent

reconnaître les sandinistes. Ceux-ci voient dans ce procédé un pas vers le retour au système somoziste des "oreilles", les espions qui dénonçaient leurs voisins et même les membres de leur famille soupçonnés de travailler avec le FSLN.

L'ENSEIGNEMENT NE SERA PLUS GRATUIT. A partir de la rentrée prochaine, le ministère de l'éducation fera payer l'équivalent de 2 dollars par enfant scolarisé dans les établissements publics, plus une contribution "volontaire" d'un dollar. Dans le primaire la contribution serait totalement volontaire. Certains établissements appliquent déjà cette mesure "volontaire", mais refusent de donner les bulletins de notes à ceux qui n'ont pas payé, quand ils ne sont pas tout simplement renvoyés chez eux. Cette mesure viole ouvertement la constitution qui précise que l'enseignement est gratuit. "La privatisation de l'enseignement est lié au processus qui affecte tout le pays, il ne faut pas la voir négativement", a déclaré à Barricada un conseiller du ministre H. Belli.

UN EVENEMENT DE PREMIERE IMPORTANCE. Les "Premières dames" d'Amérique centrale se sont réunies à Managua pour aborder le thème brûlant de l'environnement. On y a révélé que la déforestation était un problème. L'épouse de Guillermo Endara, le président du Panama imposé par les Etats-Unis après l'intervention de 1989, a pour sa part affirmé que son pays "est situé dans la partie la plus étroite de l'isthme". Le Nicaragua a un problème dans ce genre de réunion: il n'a pas de "première dame". C'est donc la fille de Violeta Chamorro, Cristiana, qui remplit plus ou moins cette fonction.

LE CONFLIT EST TERMINE dans la savonnerie E. Chamorro. Après 45 jours de grève, le patron a accepté de réintégrer 42 des syndicalistes illégalement licenciés et 800 travailleurs ont démissionné volontairement avec une indemnité de départ équivalente à 5 000 dollars.

INIFOM. L'institut d'encouragement municipal est le lieu d'une véritable guerre entre l'exécutif et le maire de Managua. Le président et le directeur exécutif doivent être réélus bientôt et Aleman vise le

premier poste, à travers lequel il pourra contrôler l'ensemble des maires du pays. Mais l'Etat est également représenté dans l'Inifom et ses représentants peuvent être élus à sa tête. Dénouement en décembre.

COCAINE. L'enquête de la police sur les 750 kilos de cocaïne découverts début novembre à Managua a révélé qu'une entreprise de pêche et un motel servait de façade au trafic. Il se trouve que l'avocat chargé des aspects juridiques de la constitution de l'entreprise et celui qui s'est occupé de l'achat du motel sont tous les deux députés de l'UNO. La police a confirmé que le principal inculpé, Norwin Meneses, est recherché aux Etats-Unis et que c'est lui l'homme du cartel de Cali. Contrairement à ce qui avait été affirmé au début, la drogue était destinée au marché européen.

L'AIR DE SAN JUAN DEL SUR, petit port tranquille du Pacifique, au sud du pays, va bientôt devenir irrespirable. On savait déjà que le maire de Managua Aleman y avait une maison. Aujourd'hui, Frank Kelly, militaire ami et assistant personnel de Somoza, s'est installé dans une maison qui lui avait été confisquée en vertu du Décret 3 (confiscation des biens de Somoza et de ses alliés) et cherche à en récupérer d'autres. Francisco Urcuyo, le président le plus éphémère qu'ait connu le Nicaragua (c'est lui que Somoza avait laissé à sa place le 17 juillet 1979, avant de fuir) tente également de récupérer quelques maisons, selon une lettre de dénonciation envoyée par une centaine d'habitants à la présidente.

BUDGET. La proposition de budget présentée par l'exécutif pour 1992 est étudiée par une commission parlementaire. Le budget de l'armée y est réduit de moitié par rapport à l'an dernier (214 millions de cordobas). Celui de la police, 181 millions, est également révisé à la baisse. Les deux institutions ont fait savoir qu'elles comprenaient la nécessité de ce "budget de crise".

LES ETUDIANTS par contre ne comprennent pas du tout pourquoi on ne leur attribuerait que 113 millions de cordobas quand ils ont besoin de 180. Ils ont manifesté dans les rues le 21 novembre et ont brûlé quelques pneus,

pour soutenir le recteur Alejandro Serrano qui est allé à l'Assemblée plaider la cause de l'Université.

LE VERITABLE TRAFIQUANT DE DROGUE, C'EST REAGAN, a déclaré Daniel Ortega. "J'aimerais aller témoigner au procès de Noriega pour démontrer qui sont ceux qui ont promu le narcotrafic en échange d'armes pour la contra, à l'époque où Noriega était au gouvernement au Panama". Le Commandant Ortega a affirmé détenir des preuves de la culpabilité de Reagan ainsi que de fonctionnaires de la CIA et du gouvernement des Etats-Unis. Répondant à une accusation lancée par le narco-trafiquant Carlos Ledher, condamné à perpétuité aux Etats-Unis, il a assuré qu'il était complètement faux que les cubains aient été mêlés au trafic en opérant depuis Managua sous le gouvernement sandiniste. C. Ledher a accusé également certains diplomates étatsuniens d'avoir proposé au Cartel de Medellin d'introduire de la drogue aux Etats-Unis en échange d'un appui à la contra. Selon lui, la trafic aurait rapporté 10 millions de dollars à la contra.

UNE SOLUTION pour les milliers de chômeurs désespérés par le faible chiffre d'affaires de leur "micro-entreprise" de vente ambulante aux feux rouges : ils pourront sans doute bientôt vendre leur sang à l'entreprise Plasnicsa qui prend la suite de Plasmaferisis, spécialisée dans la vente de sang humain aux temps du somozisme. Plasnicsa pourra en effet, selon l'acte d'enregistrement au Registre du Commerce, "exporter et importer du plasma d'origine animale, synthétique ou de tout autre type".

LA FETE EST FINIE au restaurant Bambana, à Managua. Sa propriétaire, Yelba Carvajal, vient d'être arrêtée et mise en prison pour avoir importé des marchandises sans payer les taxes douanières correspondantes. Elle utilisait pour cela des faux, entre autres des documents au nom du ministère de la présidence. Déjà, dans les années 70, profitant de la protection du ministre des Finances, elle se livrait en toute impunité au même type d'activités. Collaboratrice de la garde somoziste, elle a à cette époque dénoncé plusieurs opposants qui

furent ensuite assassinés. Condamnée à 30 ans de prison à la Révolution, elle a bénéficié de l'amnistie de 1990 et participé activement à la campagne électorale de l'UNO. Son restaurant était un des lieux de prédilection des dirigeants de l'UNO qui y tenaient leurs réunions. L'accord entre les différents partis de cette coalition est d'ailleurs connu comme l'Accord Bambana.

MORT DU PERE CESAR JEREZ. Le recteur de l'Université centraméricaine (UCA) du Nicaragua est décédé le 22 novembre à Bogota d'une hémorragie cérébrale. Jésuite d'origine guatémaltèque, il était arrivé à l'UCA en 1982 et venait de Managua pour assumer la charge de Recteur de l'Université à San Salvador. Les forces progressistes nicaraguayennes ont déploré la perte d'un homme engagé toute sa vie aux cotés des pauvres et défenseur d'une Université ouverte, ce qui l'avait amené à s'opposer énergiquement aux plans de privatisation du gouvernement actuel.- (ANN)

ABONNEMENT ANNUEL (pour 24 numéros) pour la France:
particuliers: 458 F. Comités de solidarité : 900 F. Institutions : 1300 F. Chèques à l'ordre de : ANN
15 rue Muller 75018 Paris.
Pour la Suisse et autres pays : 124 CHF particuliers; comités 265 CHF, Institutions 370CHF. PC KONTO 80 19853-7 Zurich.
Un paiement semestriel est possible.
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin.
Tél :505 2 272 53. Liaison à Paris : tél 42 51 36 73 ou 43 58 24 56.